

LE PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE DE GRÈCE

PRÉAMBULE

Le KKE a été fondé en 1918; sa fondation fut le fruit mûr du développement du mouvement ouvrier en Grèce, et elle fut également influencée par la Grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917 en Russie. Le KKE constitue la fraction consciente, organisée et d'avant-garde de la classe ouvrière, dont l'objectif stratégique est le renversement du capitalisme et la construction du socialisme-communisme.

Les nombreuses années d'expérience, positive aussi bien que négative, du mouvement communiste international et du KKE confirment que la classe ouvrière ne peut pas remplir sa mission historique si elle ne dispose pas de son propre parti fort, bien organisé et théoriquement équipé, le Parti communiste.

Le KKE est guidé par la conception du monde révolutionnaire du marxisme-léninisme. Tout en surveillant systématiquement les nouveaux exploits scientifiques et technologiques, le KKE tente d'interpréter de façon dialectique-matérialiste les développements, de généraliser l'expérience du mouvement ouvrier et populaire, ayant comme fondement l'idéologie communiste et comme critère la nécessité de libérer la classe ouvrière de l'exploitation. Le KKE a combattu les théories réactionnaires, comme celle qui présente la Grèce comme un «parent pauvre», la théorie de l'«infériorité des femmes», les théories racistes, le nationalisme - cosmopolitisme du capital, l'obscurantisme et l'intolérance. Il lutte pour que l'éducation devienne un vrai droit populaire, pour qu'elle soit profondément humaniste et fondée sur la science. Avec son idéologie et ses luttes, le KKE fut une source d'inspiration pour les intellectuels et artistes porteurs d'un esprit radical, et il s'est montré comme un défenseur solide et constant des expressions culturelles du peuple grec.

Depuis sa fondation, le KKE est fidèle au principe de l'internationalisme prolétarien. Il a défendu la construction socialiste en URSS, dans les autres pays de l'Europe, de l'Asie et à Cuba. Il a participé à l'Internationale Communiste, il a affirmé sa solidarité avec les luttes de la classe ouvrière mondiale, avec les peuples qui se battaient pour leur libération nationale, pour le socialisme. Durant les phases critiques et difficiles de sa lutte, il a reçu la solidarité internationale et le soutien du mouvement communiste et ouvrier international. Le KKE milite pour le regroupement du Mouvement Communiste International, après la régression et la crise qu'il a subie et

souffre encore aujourd'hui, surtout après la victoire de la contre-révolution entre 1989 et 1991.

Le KKE, depuis sa fondation, a soutenu la jeunesse de notre pays. Il s'est montré attentif à ses problèmes et à son avenir. Il regarde toujours avec confiance vers la nouvelle génération, vers son potentiel à contribuer à la construction de l'avenir socialiste.

Tout le parcours historique du KKE justifie bien la nécessité de son existence dans la société grecque. Le KKE n'a pas perdu sa continuité historique. Il a combattu l'opportunisme et le liquidationnisme dans ses rangs et a réussi à tirer des conclusions de son action de 95 ans. Il a réussi, dans des circonstances difficiles, à préserver son caractère révolutionnaire, sans jamais hésiter à admettre erreurs et déviations, à faire une autocritique ouverte auprès du peuple.

Le KKE, pendant son parcours de 95 ans, a fait preuve d'un engagement inébranlable à des principes reconnus comme fondamentaux pour un Parti Communiste révolutionnaire de la classe ouvrière: Il reconnaît que la classe ouvrière a un rôle dirigeant dans l'évolution sociale et que l'idéologie marxiste-léniniste est la théorie révolutionnaire guidant l'action politique révolutionnaire. Il n'a jamais renoncé la lutte des classes, la révolution socialiste, la dictature du prolétariat.

Le KKE n'a pas été emporté par le tourbillon provoqué par la victoire de la contre-révolution en Union Soviétique et dans les États de la construction socialiste en Europe et en Asie. Cette endurance n'est pas accidentelle. Elle a été forgée par des liens de sang historiques avec la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, des liens créés dès le tout premier moment de fondation du Parti.

À partir de 1918, le KKE a donné un contenu politique aux luttes ouvrières contre l'exploitation capitaliste, au prix de nombreux morts, torturés et persécutés. Dans les premières décennies de son existence, il a fait face à la répression étatique appliqué contre lui par toutes les formes du pouvoir bourgeois (parlementaires et dictatoriales) en insistant sur l'organisation de la classe ouvrière, avec des résultats positifs pour le mouvement populaire. Il a fait preuve d'endurance dans des conditions d'illégalité particulièrement dures qui lui étaient imposées dans des différentes périodes de son histoire. Il était à l'avant-garde de la lutte armée contre l'occupation de la Grèce par l'Allemagne, l'Italie et la Bulgarie, à travers la Résistance de l'EAM-ELAS. À deux reprises, en décembre 1944 et puis au cours des trois années du combat (1946-1949) de l'Armée Démocratique de Grèce (DSE), le mouvement ouvrier, animé par le KKE, ainsi que le mouvement paysan allié sont entrés en conflit armé avec le pouvoir bourgeois, qui était soutenu par

l'intervention impérialiste militaire et directe de la Grande-Bretagne au départ et des États-Unis plus tard.

Au cours de ses 95 ans, le KKE s'est battu contre la notion de collaboration entre exploiters et exploités, contre la soumission aux exploiters, et a défendu les conquêtes ouvrières et populaires.

Les racines historiques profondes du KKE dans la classe ouvrière et le peuple, ainsi que sa constante adhésion aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme expliquent pourquoi dans les crises précédentes - en particulier dans celles de 1968 et 1991 – le Parti a réussi à assurer sa continuité, malgré le départ d'une grande partie de ses forces.

Le KKE s'est regroupé sur les plans organisationnel, idéologique et programmatique pendant cette nouvelle période de son histoire, sur la base des cinq congrès organisés depuis la crise de 1991. Le Programme actuel voté par le 19e Congrès est le fruit de ce parcours et décrit la stratégie globale du KKE pour le socialisme et les devoirs fondamentaux de la lutte des classes.

LE MONDE CONTEMPORAIN ET LA POSITION DE LA GRÈCE DANS LE SYSTÈME IMPÉRIALISTE

Les renversements contre-révolutionnaires de 30 dernières années ne changent pas le caractère de notre époque. La période actuelle de régression majeure du mouvement ouvrier international est en termes historiques temporaire. Nous vivons à l'ère de la nécessité du passage du capitalisme au socialisme, car les conditions matérielles de l'organisation socialiste de la production et de la société sont mûres. Cela découle de la maturation du caractère social du travail et de l'exacerbation de contradiction de ce dernier avec la propriété capitaliste. Cette contradiction a mis le mode de production capitaliste en totale contradiction avec les besoins sociaux contemporains. La maturité des conditions matérielles n'est pas déterminée par le rapport de forces.

La régression historique dans le développement de la lutte des classes s'accompagne d'un afflux massif de main-d'œuvre bon marché sur le marché capitaliste international (venant de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est, etc.), d'une dévaluation du travail dans les économies capitalistes les plus développées (pays de l'OCDE); elle s'accompagne aussi des phénomènes de paupérisation absolue et généralisée de la classe ouvrière dans ces pays développés, ainsi que d'une intensification de l'offensive du capital au niveau international.

Avec la profonde crise de suraccumulation du capital en 2008-2009, qui dans plusieurs économies capitalistes n'a pratiquement pas été surmontée, la

tendance vers des changements significatifs dans le rapport de forces entre les États capitalistes est devenue plus évidente, sous l'influence de la loi du développement inégal qui régit le capitalisme. Cette tendance concerne également les niveaux supérieurs de la pyramide impérialiste.

Les États-Unis restent la première puissance économique, mais avec une réduction significative de leur part dans le produit mondial brut. Jusqu'en 2008, la zone euro dans son ensemble conservait la deuxième position sur le marché capitaliste international, position qu'elle a perdue après la crise. La Chine est déjà devenue la deuxième puissance économique, l'alliance BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) s'est renforcée au sein des unions capitalistes internationales, comme le FMI, le G-20. Le changement du rapport de forces entre les États capitalistes entraîne des changements au sein des alliances entre eux, alors que les contradictions inter-impérialistes autour du contrôle et de la répartition de territoires, de marchés et de zones d'influence économique s'intensifient, notamment en matière d'énergie, de ressources naturelles et des routes de transport des marchandises.

Les contradictions inter-impérialistes, qui par le passé avaient conduit à des dizaines de guerres locales, régionales et à deux guerres mondiales, continuent de conduire à de graves conflits économiques, politiques et militaires, quelle que soit la composition ou la recomposition, les changements dans la structure et le cadre des objectifs des unions impérialistes internationales, ou bien la dite nouvelle «architecture» de ces dernières. Après tout, "la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens", et cela est particulièrement valable dans des conditions réunies telles que la crise profonde de suraccumulation du capital et les changements significatifs dans le rapport de forces du système impérialiste international, où la répartition des marchés se produit rarement sans effusion de sang.

Le déclenchement périodique des crises de suraccumulation de capital met à l'épreuve la cohésion de la zone euro en tant qu'union monétaire des économies des États membres qui sont caractérisés par de profondes inégalités dans le développement et la structure de leur production industrielle, leur productivité et leur position dans le marché de l'UE et dans le marché international.

La tendance au renforcement de l'interdépendance des économies des États dans le système impérialiste international ne conduit pas à un déclin du rôle de l'État bourgeois, comme le prétendent les diverses variantes théoriques de la «mondialisation».

En tous cas, l'avenir de l'UE et de la zone euro n'est pas uniquement déterminé par les plans impérialistes, parce que les contradictions ont leur propre dynamique. Tout choix fait dans le cadre de la gestion bourgeoise sera

en conflit avec les intérêts ouvriers et populaires de tous les États membres de la zone euro.

La crise a mis en évidence encore plus fortement les limites historiques du système capitaliste. Les contradictions et les difficultés rencontrées par la gestion politique bourgeoise face à la crise et, plus généralement, sa difficulté de réaliser la transition vers un nouveau cycle de reproduction élargie du capital social, sont accentuées.

Le capitalisme en Grèce est au stade impérialiste de son développement, dans une position intermédiaire dans le système impérialiste international, avec des dépendances fortes et inégales envers les États-Unis et l'Union européenne.

L'adhésion de la Grèce à la CEE au début des années 80 a accéléré son adaptation au marché de l'Europe occidentale, processus qui s'est poursuivi avec son adhésion à l'UE en 1991 et à la zone euro en 2001. En participant à la restructuration de l'UE et de l'OTAN ainsi que d'autres alliances transnationales impérialistes, l'État capitaliste grec est devenu plus organiquement intégré dans le système impérialiste international.

Au départ, la bourgeoisie grecque a bénéficié du renversement contre-révolutionnaire dans les pays voisins des Balkans et de son adhésion à l'UE; elle a réalisé une accumulation et une exportation importantes des capitaux en investissements directs qui ont contribué au renforcement des entreprises grecques et des groupes monopolistiques.

Les exportations des capitaux se sont également étendues vers la Turquie, l'Égypte, l'Ukraine, la Chine, mais aussi vers la Grande-Bretagne, vers les États-Unis et vers d'autres pays. Elle a participé activement à toutes les interventions et guerres impérialistes, comme à celles contre la Yougoslavie, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye et à d'autres.

Au cours de la décennie qui a précédé l'éclatement de la crise actuelle, l'économie grecque a maintenu un taux de croissance annuel du PIB nettement plus élevé que le taux moyen de l'UE et de la zone euro, sans modifier substantiellement sa position dans celle-ci. Cependant, elle a amélioré sa position dans les Balkans.

Après le déclenchement de la crise, la position de l'économie capitaliste grecque dans le contexte de la zone euro, de l'UE et de la pyramide impérialiste internationale en général s'est détériorée, ce qui ne nie pas le fait que l'adhésion de la Grèce à la CEE-UE a servi les sections les plus dynamiques du capital monopoliste du pays et a contribué au renforcement de son pouvoir politique.

La participation de la Grèce à l'OTAN, ainsi que les dépendances économico-politiques et politico-militaires de la bourgeoisie grecque envers l'UE et les États-Unis limitent ses marges pour faire des manœuvres de façon relativement autonome, car toutes les relations d'alliance du capital sont régies par la concurrence, l'inégalité et en conséquence par la position avantageuse du plus fort; elles prennent la forme de relations d'interdépendance inéquitable.

Les clivages intra-bourgeois jusqu'à présent ne remettent pas en question le choix stratégique de l'adhésion à l'OTAN et à l'UE, bien que le cours commun au sein de la zone euro se développe de manière contradictoire, tandis que, en même temps, la tendance au renforcement des relations avec d'autres centres (USA, Russie, Chine) se renforce également.

Il y a un risque augmenté dans la région géographique plus large, celle des Balkans jusqu' au Moyen-Orient, pour qu'une guerre impérialiste généralisée éclate et que la Grèce s'y implique.

La lutte pour la défense des frontières et des droits souverains de la Grèce du point de vue de la classe ouvrière et des couches populaires est indissociable de la lutte pour le renversement du pouvoir du capital. Cela n'a rien à voir avec la défense des projets de l'un ou de l'autre pôle impérialiste, ou bien de la rentabilité de l'un ou de l'autre groupe monopoliste.

LA BASE MATÉRIELLE DE LA NÉCESSITÉ DU SOCIALISME EN GRÈCE

Le peuple grec sera libéré des chaînes de l'exploitation capitaliste et des unions impérialistes lorsque la classe ouvrière avec ses alliés mènera la révolution socialiste et procédera à la construction du socialisme-communisme.

L'objectif stratégique du KKE est la conquête du pouvoir ouvrier révolutionnaire, la dictature du prolétariat, afin de mettre en œuvre la construction socialiste, comprise comme une étape immature de la société communiste.

Le changement révolutionnaire en Grèce sera socialiste.

Les forces motrices de la révolution socialiste seront la classe ouvrière en tant que force dirigeante, les semi-prolétaires, les couches populaires opprimées des travailleurs indépendants de la ville, les agriculteurs pauvres; il s'agit de ceux qui sont affectés par les monopoles et ont donc un intérêt objectif de les abolir, d'abolir la propriété capitaliste et renverser son pouvoir; bref, leur intérêt est dans les nouveaux rapports de production.

Au cours de vingt dernières années, les préconditions matérielles déjà mûres pour le socialisme en Grèce se sont davantage développées. Les relations capitalistes se sont élargies et renforcées, dans la production agricole, l'éducation, la santé, la culture, les sports et les médias. Une plus grande concentration du travail salarié et du capital dans les secteurs industrie manufacturière, du commerce, de la construction et du tourisme a eu lieu. Avec l'abolition du monopole d'État dans les télécommunications et dans des sections monopolisées de l'énergie et des transports, plusieurs entreprises de capital privé se sont développées.

Le travail salarié a augmenté de manière significative en pourcentage par rapport à l'emploi total, tandis que le nombre de travailleurs indépendants est resté stable. La diminution d'une partie des travailleurs indépendants s'est accompagnée de leur augmentation dans le secteur des services.

Le très grand recul de la production industrielle et du secteur de la construction, dû à la crise prolongée, a fait grimper le chômage et la misère absolue - extrême pauvreté, en créant un problème de sans-abrisme. Le chômage chez les jeunes et le chômage de longue durée ont atteint des niveaux démesurés.

Bien entendu, la crise ne se manifeste pas de manière uniforme dans tous les secteurs de l'industrie. Il y a des secteurs et des entreprises qui ont maintenu ou augmenté leurs profits, ou d'autres qui ont vu leurs profits diminuer légèrement; certains ont enregistré un maintien ou bien une augmentation de leur production par rapport aux niveaux d'avant la crise.

Le fossé qui sépare les besoins actuels du peuple et de la classe ouvrière d'un côté, et leur satisfaction de l'autre s'est fortement creusé. Le parasitisme et la décomposition du capitalisme monopoliste se sont manifestés dans tous les secteurs de la production, dans le commerce, dans la circulation du capital monétaire, dans toutes les structures qui servent à l'organisation de la société capitaliste, dans toutes les institutions du système. Ils ont pris la forme de sur-spéculation, de fraude, de détournement de fonds, de corruption, de catastrophes telles que la pollution, la contamination dans la chaîne de production alimentaire, l'eau, l'atmosphère, les forêts et les côtes. La spéculation la plus parasitaire, comme le trafic de drogue, la prostitution organisée de femmes et d'enfants, etc, s'est développée. Il est désormais évident que les centres de pots-de-vin illégaux sont imbriqués avec les députés et les ministres, avec les organes du pouvoir, et que les centres du crime organisé sont imbriqués avec les autorités chargées des poursuites pénales.

Simultanément, les changements dans la structure, le contenu et l'étendue des secteurs de l'État bourgeois, qui répondent aux besoins stratégiques de

la reproduction du capital, créent des difficultés à la politique d'alliances sociales de la classe dirigeante, tout comme ils aiguïsent la contradiction fondamentale entre le capital et le travail salarié.

L'accélération des restructurations réduit la couche de l'aristocratie ouvrière et des employés de l'État et entrave les efforts de la politique bourgeoise pour manipuler le mouvement ouvrier et intégrer au système de larges sections de la main-d'œuvre salariée, comme elle le faisait auparavant.

De toutes les facettes de la vie économique et sociale, émane de façon très marquée le contraste entre le caractère social du travail d'un côté et l'appropriation capitaliste individuelle de la plupart de ses résultats, due à la propriété capitaliste des moyens de production, de l'autre. La propriété sociale des moyens de production et la planification centrale de la production sous le pouvoir de la classe ouvrière apparaissent comme une nécessité impérieuse. En termes de conditions matérielles, le socialisme est plus que jamais nécessaire et pertinent.

En Grèce, il existe les conditions matérielles pour la construction socialiste, qui pourraient assurer la satisfaction des besoins populaires qui ne cessent de croître. Il s'agit d'un constat découlant de l'ère historique où se situe le capitalisme actuellement, du niveau de développement du capitalisme grec, de l'aggravation de sa contradiction fondamentale ainsi que de ses contradictions dans leur ensemble.

La Grèce dispose aujourd'hui d'un important potentiel productif inexploité qui ne peut être libéré que par la socialisation des moyens de production par le pouvoir ouvrier, avec la planification scientifique centrale de la production. Elle dispose d'une main-d'œuvre expérimentée et nombreuse dont une bonne partie est caractérisée d'un haut niveau de spécialisation technologique et scientifique. Elle possède d'importantes sources d'énergie domestiques, de considérables ressources minérales, une production industrielle, artisanale et agricole pouvant répondre à une grande partie des besoins de la population: alimentation, énergie, transports, construction d'infrastructures publiques et de logements sociaux. La production agricole peut soutenir différents secteurs de l'industrie.

LES DEVOIRS DU KKE EN VUE DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Le KKE agit dans le but de préparer le facteur subjectif, en vue de la révolution socialiste, bien que la période dans laquelle celle-ci se manifesterait soit déterminée par des conditions objectives: la situation révolutionnaire.

L'activité du KKE, en situation non révolutionnaire, contribue de manière décisive à la préparation du facteur subjectif (Parti, classe ouvrière, alliances)

aux conditions révolutionnaires et à la réalisation de ses devoirs stratégiques qui sont les suivants:

- Rallier la grande majorité de la classe ouvrière, déterminée pour la révolution, au KKE.
- Assurer l'alliance de la classe ouvrière avec les couches populaires opprimées par le capitalisme, pour que certaines d'entre-eux soient plus ou moins activement impliquées dans la lutte révolutionnaire et d'autres restent neutres
- Veiller à ce que le peuple révolté bénéficie du soutien du plus grand nombre possible de forces militaires détachées de l'armée
- Garantir que les forces révolutionnaires ralliées au KKE auront une supériorité écrasante sur les forces réactionnaires, bourgeoises et petites-bourgeoises hésitantes au moment décisif et aux points décisifs; il s'agit d'une question très importante, aussi bien politique qu'organisationnelle.

Les tâches décrites ci-dessus ne sont accomplies que dans les conditions d'une situation révolutionnaire, tandis que leur accomplissement évolue en parallèle, à mesure qu'elles interagissent les unes avec les autres. La tâche principale et décisive est de rallier la majorité de la classe ouvrière au Parti.

PRÉCISIONS SUR LA SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE

La situation révolutionnaire est un facteur qui est formée de façon objective

Elle combine deux éléments: d'une part, l'affaiblissement du pouvoir bourgeois ("que ceux d'en haut ne puissent plus") et d'autre part la montée rapide de l'esprit combatif et des luttes des masses populaires ("ceux d'en bas") qui ne veulent plus vivre selon leur mode habituel de soumission au pouvoir exploiteur comme elles sont poussées par une détérioration importante et brutale de leur niveau de vie, une détérioration que le pouvoir bourgeois ne peut pas gérer.

Dans ces conditions, le rôle de l'avant-garde du mouvement ouvrier, c'est-à-dire du Parti communiste, devient décisif; il doit être dans un état de préparation organisationnelle et politique afin de rallier et orienter la majorité de la classe ouvrière révolutionnaire, en particulier le prolétariat industriel, et attirer les sections les plus avancées des couches populaires.

Il n'est pas possible de prédire quels facteurs conduiront à une situation révolutionnaire. Des éléments tels que l'aggravation de la crise économique et l'exacerbation des antagonismes intra-impérialistes, pouvant même

conduire à des affrontements militaires, pourraient créer de telles conditions en Grèce.

Dans le cas où la Grèce serait impliquée dans une guerre impérialiste, qu'elle soit défensive ou offensive, le Parti doit diriger l'organisation indépendante de la lutte ouvrière et populaire avec toutes les formes, afin de conduire à la défaite totale de la bourgeoisie, de celle du pays ainsi que de la bourgeoisie étrangère ayant le statut d'envahisseur, et de lier en pratique cette lutte à la conquête du pouvoir. Avec l'initiative et sous la direction du Parti, il faut former un front ouvrier-populaire qui saurait utiliser toutes les formes d'action et adopter le mot d'ordre suivant: Ce sera le peuple lui-même qui apportera la liberté et la sortie de ce système capitaliste qui, tant qu'il domine, ce qu'il génère c'est la guerre ou bien "la paix avec un revolver sur la tempe".

Pendant le processus révolutionnaire, la classe ouvrière avec ses alliés forment les organes-germes du pouvoir de la classe ouvrière.

La possibilité qu'une situation révolutionnaire mûrisse et que la révolution socialiste ait lieu et vainque, d'abord dans un pays ou dans un groupe de pays, découle de l'influence de la loi du développement économique et politique inégal du capitalisme. Les conditions préalables pour que la révolution socialiste soit inscrite à l'ordre du jour ne mûrissent pas en même temps au niveau mondial. La chaîne impérialiste se brisera à son maillon le plus faible.

La crise économique et les guerres impérialistes sont des menaces communes pour la classe ouvrière et les couches populaires de chaque société capitaliste. Cela donne la possibilité objective à un mouvement révolutionnaire dans un pays d'être soutenu par l'activité du mouvement révolutionnaire dans un autre pays, en particulier dans les pays voisins, dans une région plus large. Aussi, le développement de la lutte des classes dans chaque pays exerce une influence sur l'environnement international et a un impact plus ample au niveaux régional et international. D'où la nécessité d'avoir une action commune planifiée et coordonnée contre toute alliance impérialiste qui chercherait à réprimer la révolution dans un pays, ainsi que la possibilité de création de conditions appropriées pour la victoire du socialisme dans un groupe de pays.

PRÉCISIONS SUR LE FRONT OUVRIER ET POPULAIRE RÉVOLUTIONNAIRE

Le ralliement de la majorité de la classe ouvrière avec le KKE et l'attraction des sections les plus avancées des couches populaires passeront par différentes phases. Les formes précurseurs de la création du front populaire-ouvrier révolutionnaire dans des conditions révolutionnaires, ce sont le mouvement ouvrier, les mouvements des travailleurs indépendants dans les

villes et des paysans ainsi que la forme spécifique sous laquelle se manifeste leur alliance (Alliance populaire) qui adopte des objectifs anti-monopoles - anticapitalistes. Il s'agirait de formes qui se développent avec le rôle de premier plan que jouent les forces du KKE avec leur activité dans des conditions non révolutionnaires. Les masses ouvrières et populaires, à travers l'expérience de leur participation à l'organisation des luttes qui les amènent à affronter la stratégie du capital, ils seront convaincus de la nécessité que cette organisation et cette confrontation se transforment en un conflit sur toute la ligne et sous toutes les formes avec la domination économique et politique du capital.

Dans les conditions d'une situation révolutionnaire, le front populaire-ouvrier révolutionnaire, avec ses actions multiformes, peut devenir le centre du soulèvement populaire contre le pouvoir capitaliste, en prévalant dans les zones du pays d'importance vitale, en particulier dans les centres de l'industrie, du commerce, des transports, des communications, de l'énergie, afin d'atteindre les objectifs révolutionnaires: inactiver complètement les institutions du pouvoir bourgeois et les neutraliser, renverser la dictature de la bourgeoisie, faire émerger et prévaloir de nouvelles institutions révolutionnaires qui auront été créées par le peuple lui-même et qui entreprendront de construire une nouvelle organisation de la société, établir le pouvoir ouvrier révolutionnaire.

Durant le processus révolutionnaire, l'influence des positions opportunistes et réformistes sera permanente, d'où la nécessité de lutter avec elles, de les marginaliser au sein du front ouvrier et populaire.

Dans les conditions de la situation révolutionnaire, le front ouvrier et populaire s'exprime également à travers des comités de protection des grèves et d'autres formes de rébellion. Il acquiert la capacité et les moyens qui lui permettent de protéger la révolution dans toutes ses phases, d'imposer le contrôle ouvrier aux usines, aux banques ainsi qu'à la production agricole de concert avec les paysans pauvres, afin d'assurer l'alimentation du peuple et de faire face aux différents mécanismes de la réaction.

Le front ouvrier populaire acquiert la capacité d'opposer sa propre violence à la violence du capital, d'avoir un effet paralysant sur les états-majors de l'ennemi de classe, de neutraliser les plans contre-révolutionnaires que cet ennemi élabore, de détacher ces plans du soutien actif des personnes issues de la classe ouvrière et des couches populaires. Il a la capacité d'exprimer et d'intégrer dans cette direction de lutte les agriculteurs pauvres, les travailleurs indépendants de ville, les semi-prolétaires, les chômeurs et les immigrés.

Les révolutions socialistes du 21ème siècle, comparées aux révolutions bourgeoises des 18ème et 19ème siècle et même aux révolutions socialistes

du 20ème siècle, seront confrontés à une machine répressive beaucoup plus organisée et aux moyens d'information et de destruction massive plus développés technologiquement. Elles seront confrontées aux mécanismes de violence de l'État capitaliste qui sont intégrés dans des structures interétatiques, telles que l'OTAN, l'Armée Européenne, la police Européenne (Europol), la Gendarmerie Européenne etc.

Malgré le développement technologique, les humains restent le facteur décisif dans la manière dont ces mécanismes sont utilisés et dont ils peuvent être contrecarrés. D'où la possibilité pour l'action ouvrière et populaire de neutraliser ces moyens et d'utiliser les nouvelles technologies au profit du mouvement révolutionnaire.

La conquête du pouvoir ouvrier dans un pays contribue au développement du mouvement ouvrier révolutionnaire international, à la réconciliation de la classe ouvrière et des forces populaires, indépendamment d'origine ethnique, de langue, d'héritage culturel et religieux; il contribue également à la coordination de la lutte des classes aux niveaux régional et international, à la formation d'alliances révolutionnaires et même à la défense de toute révolution socialiste contre l'action contre-révolutionnaire capitaliste internationale.

LE RÔLE DIRIGEANT DU PARTI DANS LA RÉVOLUTION

Le KKE émerge dans la pratique comme une force dirigeante dans le processus révolutionnaire pourvu qu'il sauvegarde sa ligne et sa compétence révolutionnaires et qu'il dispose des Organisations dans de grandes unités de production dans des secteurs et des services qui jouent un rôle décisif pour le renversement du pouvoir bourgeois.

L'indépendance organisationnelle, idéologique et politique du KKE se maintient en toutes les circonstances et dans tous les cas, quelles que soient les formes d'organisation de masse utilisées par la classe ouvrière en révolution ou bien par l'alliance de cette dernière avec les paysans pauvres insurgés et les autres travailleurs indépendants.

L'existence d'organisations fortes du KKE et de la Jeunesse communiste de Grèce (KNE) garantit que les membres du KKE et de la KNE soient formés de manière à pouvoir diffuser les positions idéologiques et politiques du Parti principalement dans les grandes entreprises, ainsi que dans les centres de formation professionnelle et dans les lieux où se rassemblent les travailleurs sous contrat d'apprentissage, mais aussi dans les organisations de masse; elle garantit que les membres du Parti inspirent la confiance et donnent l'exemple d'une action pionnière, désintéressée et dévouée, qu'ils profitent de l'initiative des forces populaires actives pour s'opposer au réformisme-opportunisme et à l'action national-socialiste (nazie)-fasciste.

Le Parti lutte pour l'unité de la classe ouvrière en Grèce sans distinction de race, d'origine nationale, de langue, d'héritage culturel et religieux.

La préparation, l'équipement matériel et idéologique, la lutte constante contre l'opportunisme, ce sont des conditions préalables pour mener efficacement la bataille avec les mécanismes du pouvoir bourgeois à tous les niveaux.

La conquête du rôle dirigeant du Parti dans le rassemblement des forces pour la révolution n'est censé être ni une pièce en un acte ni un processus se déroulant sans heurts. La conquête de ce rôle connaîtra des hauts et des bas; il s'exprimera dans le degré de conscience atteint par la majorité de la classe ouvrière et dans la mesure dans laquelle les semi-prolétaires, les paysans pauvres et les travailleurs indépendants se détacheront de la bourgeoisie ainsi que des influences petites-bourgeoises et opportunistes. Il n'est pas possible de prédire toutes les phases de ce processus, tous les facteurs qui accéléreront ou ralentiront le cours des événements, la situation exacte de chaque classe et groupe social, le rapport de forces au sein des forces combattantes de la classe ouvrière et des couches populaires. La direction que prendra ce processus, la capacité du KKE à diriger les forces révolutionnaires et à accélérer les développements seront également déterminées par la capacité du Parti à procéder à des évaluations opportunes et objectives concernant les développements et à intervenir en conséquence.

Le rôle directeur du Parti, qui doit être conquis dans la pratique et non pas rester dans les déclarations, continue à s'appliquer même après le renversement du pouvoir du capital comme premier acte de la transition du processus révolutionnaire vers une nouvelle période de lutte de classes; son objectif serait d'une part d'abolir les relations capitalistes et de former de nouvelles relations socialistes, et d'autre part de faire face à la réorganisation interne et externe de la violence capitaliste.

Le Parti vise à ce que le pouvoir révolutionnaire ouvrier soit soutenu par les mouvements révolutionnaires et populaires des pays voisins et des autres pays contre les États capitalistes qui cherchent à le renverser. Il vise à former un centre révolutionnaire commun, au moins parmi les pays voisins, pourvu que les conditions appropriées soient réunies.

Le Parti, fermement engagé dans l'internationalisme prolétarien, exprime par des actes son soutien au mouvement révolutionnaire des autres pays.

Il accomplit son devoir révolutionnaire sans l'annuler au nom des difficultés créées par le rapport de forces international au niveau de la lutte de classes et sans considérer le rapport de forces international comme quelque chose d'immuable.

LE SOCIALISME COMME PREMIER NIVEAU INFÉRIEUR DU COMMUNISME

Le socialisme, en tant que premier niveau de la formation socio-économique communiste, n'est pas une formation autonome, c'est un communisme immature. Sous le socialisme, la loi fondamentale du mode de production communiste s'applique: "une production planifiée pour la satisfaction élargie des besoins sociaux".

A travers la Planification Centrale, le potentiel tout entier de développement d'un pays, c'est-à-dire les avancées scientifiques, technologiques et culturelles, est mis au service des humains et de leurs besoins, tout en assurant un niveau de vie et un développement intellectuel plus élevés. Le chômage et la précarité du travail sont éradiqués, le temps libre augmente, de sorte que, entre autres, les travailleurs soient en mesure de participer activement, d'exercer le contrôle ouvrier sur la production afin de sauvegarder le caractère du pouvoir de la classe ouvrière.

La construction socialiste est un processus unifié qui commence avec la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Dans un premier temps, un nouveau mode de production se forme, qui prévaut fondamentalement avec l'abolition complète des rapports capitalistes et du rapport capital-travail salarié.

- Les moyens de production dans l'industrie, dans l'énergie et l'approvisionnement en eau, dans les télécommunications, dans le secteur de la construction, de l'entretien et de la réparation, dans les transports publics, dans le commerce de gros et de détail et dans le commerce d'import-export, dans les grandes infrastructures dans le secteur du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration sont socialisés.
- La terre et les exploitations agricoles capitalistes sont socialisées.
- La propriété privée et l'activité commerciale dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, de la culture et des sports ainsi que dans le domaine des médias sont abolies. Ces activités sont organisées exclusivement en tant que services sociaux
- La production industrielle et la majeure partie de la production agricole s'effectue dans le cadre de relations de propriété sociale, de Planification Centrale et de contrôle du travail sur l'ensemble de l'échelle de la gestion et de la direction.
- La force de travail cesse d'être une marchandise. Il est interdit d'utiliser le travail d'autrui, c'est-à-dire l'embauche de salariés par ceux qui possèdent encore des moyens de production individuels dans des

secteurs où il n'y a pas de socialisation obligatoire, par exemple dans l'artisanat, la production agricole, le secteur tourisme - hôtellerie - restauration et dans certains secteurs de prestations de service auxiliaires.

- La Planification Centrale intègre la main d'œuvre, les moyens de production, les matières premières et les autres matériaux et ressources industriels, dans l'organisation de la production, ainsi que dans l'organisation des services sociaux et administratifs

Des unités de production d'État sont constituées dans le but de produire et de transformer des produits agricoles, comme matières premières ou comme produits de consommation. La réalité grecque n'exige pas la redistribution des terres. Les agriculteurs qui ne possèdent pas de terre travailleront dans les unités d'agriculture et d'élevage socialistes. La mesure de la socialisation de la terre exclut la possibilité que la terre soit concentrée, modifiée dans son usage et marchandisée par des producteurs agricoles individuels ou coopératifs.

Les coopératives de production agricole sont promues. Ces coopératives ont le droit d'utiliser la terre socialisée comme moyen de production. L'intégration de petits agriculteurs dans les coopératives productives est réalisée sur la base du volontariat. Les incitatifs à adhérer aux coopératives sont les suivantes: La réduction des coûts de production grâce à la culture et à la collecte conjointes de produits agricoles; la protection de la production agricole contre certains phénomènes naturels à travers les infrastructures et l'appui scientifique et technique de l'État; la distribution de la production agricole par la collecte, le stockage, la conservation et le transport à travers un appareil central de l'État; la répartition égale du temps de travail tout au long de l'année grâce à l'expansion de la mécanisation et de la coordination centrale afin de répondre aux besoins saisonniers extraordinaires; La revitalisation du village avec des éléments de la ville, comme l'enseignement général, comme les centres de santé entièrement équipés, qui seront reliés aux hôpitaux des centres urbains de proximité, comme les infrastructures culturelles, les transports, etc.

Au fur et à mesure que le travail sera socialisé à travers la coopérative productive, grâce à l'utilisation de moyens de production mécanisés et d'infrastructures communes, les conditions apparaîtront pour que cette coopérative soit directement intégrée dans la propriété sociale et pleinement intégrée dans la Planification Centrale. Durant ce processus, l'opposition entre ville et village et entre production industrielle et agricole est éliminée. Le bénéfice que ce processus représentera pour les anciens membres des coopératives sera l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

La division du travail dans le cadre des moyens de production socialisés repose sur la Planification Centrale, dont le rôle est d'organiser la production et les services sociaux, de déterminer ses proportions et de distribuer les produits, c'est-à-dire les valeurs d'usage, dans le but de satisfaire les besoins sociaux élargis. Il s'agit d'une division planifiée du travail social qui intègre directement – et non pas par le biais du marché – le travail individuel dans le travail social global.

La Planification Centrale exprime la capture consciente des proportions correctes entre la production et la distribution des produits, ainsi que la poursuite d'un développement global et équilibré des forces productives. C'est un rapport de production et de distribution de nature communiste, qui relie les travailleurs aux moyens de production ainsi qu'aux institutions socialistes. Il comprend comme élément un choix délibéré et planifié d'incitatifs et d'objectifs de production et vise la satisfaction toujours plus élargie des besoins sociaux.

Elle donne la priorité à la production de moyens de production qui détermine le développement des capacités productives et de l'équipement technologique dans son ensemble, ainsi que des services sociaux. En dernière analyse, la production de moyens de production détermine la capacité de reproduction élargie et la hausse de la prospérité sociale.

Chaque plan doit progressivement se conformer aux lois régissant la Planification Centrale et, de cette manière, se rapprocher des proportions objectives de l'accumulation socialiste élargie ainsi que du bien-être social.

La Planification Centrale, à moyen et long terme, cherche à atteindre une situation caractérisée par la capacité généralisée de fournir un travail spécialisé; elle vise également à alterner la division technique du travail, mais aussi à parvenir au développement généralisé de la productivité du travail et à la réduction du temps de travail, tout cela dans la perspective d'éliminer la distinction entre travail exécutif et travail de supervision, entre travail manuel et travail intellectuel.

La production coopérative agricole est, dans une certaine mesure, soumise à la Planification Centrale, dans le sens où cette dernière détermine la part de la production sur la base de laquelle l'État collecte chaque produit, à un prix fixe; elle détermine également les prix de vente de chaque produit sur les marchés populaires organisés par l'État.

La Planification Centrale est organisée par secteur, à travers un organisme public unifié, qui se ramifie par région et par type d'activité productive. Elle repose sur un ensemble d'objectifs et de critères:

- **Energie:**

Développer les infrastructures afin de réduire le degré de dépendance énergétique de la Grèce, assurer une consommation populaire adéquate et bon marché, garantir la sécurité des travailleurs du secteur, ainsi que celle des zones résidentielles, réaliser des économies d'énergie et réussir un degré élevé d'efficacité énergétique, protéger la santé publique ainsi que l'environnement. Dans ce sens, les politiques énergétiques auront les piliers suivants: la mise en valeur de toutes les sources d'énergie domestiques (le lignite, l'énergie hydroélectrique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, le pétrole, le gaz naturel, etc.), la recherche systématique et la découverte de nouvelles sources d'énergie, la poursuite d'une coopération transnationale mutuellement avantageuse.

- **Transports:**

La priorité est donnée aux transports publics par rapport aux transports privés, c'est-à-dire aux transports terrestres à voie fixe pour la partie continentale du pays et aux ferries pour les régions côtières et insulaires. Le secteur socialisé de l'industrie de la construction navale est utilisé pour la construction, la conversion, la réparation et la maintenance de navires modernes et sûrs ainsi que de matériel ferroviaire.

Tous les transports routiers et aériens ainsi que toutes les formes de transports publics sont planifiés pour être aussi interconnectés et complémentaires que possible. Le but de cette planification est d'assurer le déplacement rapide et bon marché des personnes et des produits, les économies d'énergie, une intervention humaine équilibrée dans l'environnement, un développement planifié qui éliminera les disparités entre les régions ainsi qu'un contrôle total de la défense et de la sécurité de l'État socialiste. Une condition préalable pour atteindre ces objectifs dans le domaine des transports est de concevoir les infrastructures correspondantes (ports, aéroports, chemins de fer, gares, axes routiers) ainsi que de développer l'industrie de production de moyens de transport.

- **industrie manufacturière et minière:**

La priorité est donnée à la production de moyens de production (par exemple, fabrication des machines) avec l'exploitation combinée de l'industrie minière et le développement des branches manufacturières connexes, un développement qui sera soutenu par la recherche scientifique nationale.

La Grèce possède d'importantes réserves de ressources minerais métallifères, comme la bauxite, de minéraux métalliques (or, nickel, cuivre), de ressources minérales utilisées comme matériaux de construction (perlite, magnésite, marbre, etc.).

L'exploitation des matières premières minérales sera combinée à leur transformation industrielle (par exemple production d'aluminium et de composants en aluminium associés), au développement de l'exploitation minière et de l'industrie pétrochimique, la production de machines et de moyens de transport, dans le but de réduire la dépendance au commerce extérieur. Il en ira de même avec les secteurs manufacturiers, comme l'industrie chimique.

L'État organise de manière uniforme la production dans les secteurs de l'alimentation, de l'habillement, du cuir, du textile et d'autres biens de consommation personnelle liés aux besoins populaires fondamentaux. Un rapport proportionnel est favorisé entre le secteur agricole (y compris l'élevage et la pêche) et les secteurs industriels en termes d'approvisionnement d'une partie des matières premières nécessaires.

La production agricole sera soutenue, de la même manière, par la production industrielle nationale d'engrais, de pesticides, de fourrages, de matériel génétique et de reproduction et d'autres produits; elle sera également soutenue par la production industrielle nationale de machines agricoles et d'infrastructures d'irrigation.

L'industrie de médicaments, de matériel de santé et de technologie biomédicale appartenant à l'État, aura comme but d'assurer une autonomie maximale en la matière, chose qui permettrait de fournir gratuitement des médicaments et d'autres produits pharmaceutiques en fonction des besoins populaires.

- **Dans le secteur des Technologies de l'information et de la communication:**

Le potentiel de la technologie est exploité afin d'améliorer le processus de production, le caractère scientifique de la Planification Centrale et le contrôle ouvrier au niveau de l'industrie, au niveau de l'administration, mais aussi au niveau des services sociaux (télémédecine, téléenseignement, etc.). La priorité est donnée à la construction et à la modernisation des infrastructures de ce secteur, aussi bien qu'au développement de la production industrielle nationale de systèmes d'automatisation, d'équipements informatiques et de télécommunications. Un accès bon marché, rapide, sécurisé et universel à la communication, à l'information et au divertissement sera assuré pour tous.

- **Aménagement du territoire – construction, bâtiment et travaux publics**

L'aménagement du territoire s'appuiera sur les résultats d'enquêtes qui permettront de diagnostiquer les nouveaux besoins qui apparaissent. Il comprendra l'émission de réglementations et de spécifications techniques,

l'élaboration d'un plan national de gestion des déchets, une gestion intégrée des ressources en eau visant leur protection et leur bonne utilisation. L'aménagement du territoire sera réalisé avec le critère de servir le bien-être des populations et la création de villes humaines et vivables.

Le secteur de la construction se développera de manière équilibrée afin de couvrir les besoins en logements ainsi que les travaux publics d'infrastructure nécessaires pour la production agricole, l'industrie et les services sociaux. La production industrielle est en mesure de répondre aux besoins du secteur construction-bâtiment et travaux publics en ciment et en matériaux de construction. Des logements sociaux aux spécifications modernes seront assurés pour tous, accompagnés d'un réaménagement des villes, d'infrastructures qui permettront un transport rapide et sûr, ainsi que d'une protection contre les inondations, les incendies et les tremblements de terre. La planification dans ce secteur veillera à ce qu'il y ait suffisamment de poumons verts, combinés à des zones d'activités sportives, culturelles et récréatives pour la population.

La recherche scientifique est organisée, sous la responsabilité de la Planification Centrale, par les organismes de l'État, les établissements d'enseignement supérieur, les instituts, etc. Ces organisations structurent la recherche scientifique de manière à développer davantage la planification, à répondre aux besoins populaires, à orienter la production sociale et les services sociaux, dans le but d'atteindre le bien-être social.

Des infrastructures sociales d'État sont créées pour fournir des services sociaux de haute qualité afin de répondre à des besoins qui sont actuellement satisfaits soit par l'individu soit par le ménage familial (par exemple restaurants sur les lieux de travail et dans les écoles, infrastructures de repos et de détente). En outre, des institutions sociales sont créées avec des infrastructures de haut niveau qui protègent, soignent et assurent la dignité personnelle des personnes qui ne peuvent pas prendre soin d'elles-mêmes en raison de leur âge (mineurs, personnes âgées) ou bien de leur maladie (handicap).

Tous les enfants d'âge préscolaire bénéficient d'une éducation préscolaire publique et gratuite. Un enseignement général gratuit et exclusivement public de 12 ans est assuré par un seul type d'école doté d'une structure, d'un programme, d'un système d'administration et d'un mode de fonctionnement uniformes, qui, en outre, dispose l'infrastructure et l'équipement nécessaires ainsi que d'un personnel spécialisé formé dans le cadre d'un système unifié. Les systèmes d'évaluation visent à consolider les connaissances, à développer la pensée dialectique-matérialiste, à cultiver l'autodiscipline et la collectivité. Un enseignement professionnel gratuit et exclusivement public est assuré après l'enseignement général (de base) obligatoire. L'enseignement

supérieur est également uniforme, exclusivement public et gratuit; il forme le personnel enseignant des établissements scolaires ainsi que le personnel scientifique hautement qualifié qui encadrera les différents domaines de la recherche, la production socialisée et l'administration publique de l'État socialiste.

La Planification Centrale veille à créer toutes les conditions nécessaires au développement, à la reproduction et à la diffusion en masse de la création culturelle socialiste; elle vise à assurer l'accès de tous à l'art ainsi qu'à l'éducation esthétique, à protéger et à mettre en valeur de façon créative le patrimoine culturel, à faire ainsi pour que l'art contribue à la formation d'une conscience et d'une attitude à caractère communiste envers la construction de la nouvelle société.

Un système de santé et de protection sociale exclusivement public et gratuit est mis en place. Un accent particulier est mis sur la prévention, tandis que des services sont offerts pour assurer le bien-être physique et mental, le développement intellectuel et culturel de chaque personne; le système garantit également que les conditions environnementales et sociales globales affectant la santé publique, la capacité de travail et l'action sociale seront prises en compte. Jusqu'à ce que les toxicomanies soient complètement éliminées en tant que phénomène social, des services sociaux spécialisés sont assurés pour la prévention, le traitement et la réinsertion dans la société.

Le rôle et la fonction de la Banque centrale changent. La régulation de la fonction de la monnaie comme moyen de circulation des marchandises est limitée à l'échange entre la production socialiste et la production des coopératives agricoles et plus généralement entre la production socialiste et la production marchande de la partie des biens de consommation qui ne vient pas des unités de production socialistes; cela s'appliquera jusqu'à ce que toutes les formes de propriété privée des moyens de production, ainsi que la production marchande elle-même, soient complètement éradiquées. La Banque centrale contrôle aussi les fonctions équivalentes exercées par certains établissements de crédit d'État spécialisés opérant au service des coopératives de production agricole et de certains autres producteurs individuels de biens.

Le développement de la Planification Centrale et l'extension de la propriété sociale dans tous les domaines rendent progressivement l'argent superflu, non seulement en termes de contenu mais aussi en termes de forme, c'est-à-dire en tant que preuve de la contribution individuelle au travail social et en tant que moyen de distribution du produit social sur la base du travail offert.

La Banque Centrale contribue à l'exercice de la comptabilité sociale générale et est reliée aux organes et objectifs de la Planification Centrale. La Banque

centrale contrôle les transactions internationales (inter-étatiques, commerciales, touristiques) tant qu'il existe des États capitalistes sur terre, transactions qui sont effectuées exclusivement par les autorités de l'Etat. Elle réglemente également les réserves d'or, les réserves d'autres marchandises qui servent de monnaie mondiale ou bien toute autre réserve générale.

La construction socialiste est incompatible avec la participation du pays aux unions impérialistes, comme l'UE et l'OTAN, le FMI, l'OCDE ou avec l'existence de bases militaires USA-OTAN. Le nouveau pouvoir, en fonction de la situation internationale et régionale, cherchera à développer des relations interétatiques d'intérêt mutuel entre la Grèce et d'autres pays, en particulier avec des pays dont le niveau de développement, les problèmes particuliers et les intérêts immédiats peuvent assurer une telle coopération mutuellement avantageuse.

L'État socialiste cherchera à coopérer avec les États et les peuples qui ont objectivement un intérêt direct à résister aux centres économiques, politiques et militaires de l'impérialisme, avant tout avec des peuples qui construisent le socialisme dans leur pays. Il cherchera à exploiter toutes les «fractures» opportunes qui pourraient exister sur le «front» impérialiste, en raison des antagonismes intra-impérialistes, afin de préserver et de renforcer la révolution et le socialisme. La Grèce socialiste, fidèle aux principes de l'internationalisme prolétarien, constituera, dans la mesure de ses capacités, un rempart pour le mouvement anti-impérialiste, révolutionnaire et communiste mondial.

LA SATISFACTION DES BESOINS SOCIAUX

Les besoins sociaux sont déterminés en fonction du niveau de développement des forces productives atteint au cours d'une période historique donnée.

Les besoins sociaux de base (éducation-santé-protection sociale) sont fournis à tous gratuitement tandis qu'une autre partie d'entre eux est couverte par une part relativement faible du revenu monétaire acquis par le travail (logement, énergie, eau, chauffage, transports, alimentation).

Une caractéristique de la première étape des relations communistes, c'est-à-dire des relations socialistes, est la répartition d'une part des produits selon le travail fourni par chacun, élément qui vient de l'héritage du capitalisme et ne ressemble à l'échange marchand que par la forme. Le nouveau mode de production n'a pas encore réussi à s'en débarrasser, car il n'a toujours pas augmenté la force productive humaine et les moyens de production jusqu'au degré nécessaire avec l'emploi généralisée des nouvelles technologies. La

productivité du travail ne permet toujours pas de réduire de façon significativement importante le temps de travail et d'écarter des travaux pénibles et monotones, de sorte que la nécessité d'une contrainte sociale au travail puisse être éradiquée.

La répartition planifiée de la force de travail et des moyens de production implique une distribution planifiée du produit social. En d'autres termes, la différence entre le mode de distribution socialiste et la distribution du produit social à travers le marché, fondée sur les lois et les catégories qui régissent les échanges marchands, est fondamentale.

Le temps de travail dans le socialisme est la mesure de la contribution de chaque individu au travail social pour atteindre le produit total. Il sert donc également de mesure pour la répartition des produits de consommation individuelle qui sont encore distribués "selon le travail".

L'accès à la part du produit social qui est distribuée «selon le travail» est déterminé par la contribution individuelle de chacun au travail social total, sans que cette contribution soit séparée en complexe ou simple, manuelle ou non. La mesure de la contribution individuelle est le temps de travail, qui est déterminé par le plan en fonction des besoins globaux de la production sociale et des conditions matérielles du processus de production. Pour déterminer le temps de travail, on prend en compte les besoins particuliers que peut avoir la production sociale pour rassembler de la main d'œuvre dans une région, dans une branche, etc. En outre, certains besoins sociaux particuliers sont calculés, comme par exemple la maternité, les besoins particuliers des personnes handicapées ou d'autres personnes. L'attitude personnelle de tout un chacun envers l'organisation et la mise en œuvre du processus de production joue un rôle décisif au niveau de la productivité du travail, au niveau de l'économie en matières premières, au niveau de l'application de technologies de plus en plus productives, au niveau de l'organisation plus rationnelle du travail, au niveau de l'exercice du contrôle ouvrier sur l'administration et la gestion.

Les conditions de base sont créées pour qu'une attitude communiste pionnière envers l'organisation et l'exécution du travail se forme dans chaque unité de production ou service social: le travail purement non qualifié et manuel est limité, le temps de travail est réduit tandis que l'accès de chacun aux programmes de formation, aux services de loisirs et culturels, à la participation au contrôle ouvrier augmente. La forme monétaire des incitatifs au travail est rejetée.

Le pouvoir socialiste hérite du capitalisme d'un grand nombre de salariés qui proviennent des services administratifs du capitalisme (employés de l'État, de l'appareil administratif des entreprises); il vise l'adaptation politique et

culturelle et l'intégration professionnelle de ces salariés dans les unités de production et les services sociaux socialistes.

Le développement planifié des forces productives dans le mode de production communiste libère de plus en plus de temps de travail, qui est utilisé pour élever le niveau éducatif et culturel des travailleurs, pour permettre leur participation active à l'exercice des fonctions relatives au pouvoir ouvrier, relatives à la direction de la production, etc. La formation d'une attitude communiste à l'égard du travail social direct dépend du développement global des humains en tant que force productive dans le nouveau type de société qui est construite, ainsi que du développement global des relations communistes.

LA LUTTE DU NOUVEAU AVEC L'ANCIEN. LA NÉCESSITÉ D'ÉLIMINER CONSCIEMMENT ET DE MANIÈRE PLANIFIÉE LES ÉLÉMENTS D'IMMATURITÉ

La pleine prévalence des lois du communisme présuppose que les éléments d'immaturation qui caractérisent sa phase inférieure, c'est-à-dire le socialisme, soient surmontés.

Dans le socialisme, tous les vestiges des modes de production antérieurs n'ont pas encore été éliminés et les conditions matérielles n'ont pas encore été créées pour que le nouveau mode de production assume son caractère pleinement communiste de sorte que le principe «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins» entre pleinement en vigueur.

Initialement, certaines formes de propriété individuelle et collective subsistent, et celles-ci constituent la base de l'existence de relations marchandise-monnaie.

En raison de l'immaturation économique du socialisme, certaines inégalités sociales, stratifications, différences ou oppositions substantielles subsistent, comme l'opposition entre la ville et le village, entre les travailleurs intellectuels et manuels, entre les travailleurs hautement et peu qualifiés. Ces contradictions doivent être éliminées progressivement et de manière planifiée.

Au cours de la construction du socialisme, la classe ouvrière acquiert progressivement, de façon non uniforme, la capacité d'avoir une connaissance globale des différentes parties du processus productif, du travail de supervision, un rôle substantiel dans l'organisation du travail. En raison des difficultés de ce processus, il est encore possible pour les travailleurs ayant un rôle de dirigeant dans la production, les travailleurs engagés dans le travail intellectuel et possédant une haute spécialisation scientifique, de traiter leur propre intérêt individuel ou même de groupe comme quelque chose d'autonome par rapport à l'intérêt social, ou prétendre

à une plus grande part du produit social total, puisque l'attitude communiste envers le travail n'a pas encore prévalu. La réponse à tels phénomènes relève de la lutte des classes qui se déroule dans des conditions de construction socialiste sous la direction du Parti communiste.

La révolution sociale n'est pas limitée uniquement à la conquête du pouvoir et à la formation de la base économique pour le développement socialiste, mais s'étend sur tout le parcours du socialisme; elle inclut le développement du socialisme afin d'aborder la phase communiste supérieure.

Par la suite, les nouvelles relations sont étendues et approfondies, les relations communistes et le nouveau type d'homme se développent à un niveau supérieur qui garantit la prévalence irréversible du communisme, à condition que les relations capitalistes aient été abolies à l'échelle mondiale ou au moins dans les pays développés et les pays influents au sein du système impérialiste.

La voie socialiste inclut également la possibilité d'un renversement et d'une régression vers le capitalisme, comme l'a montré l'expérience du renversement contre-révolutionnaire qui a eu lieu en URSS et dans d'autres États socialistes. La régression, de toute façon, est un phénomène temporaire dans l'histoire. Le passage d'un mode de production inférieur à un mode de production supérieur n'est pas un processus simple et ascendant. L'histoire même de la montée du capitalisme le prouve.

Le saut qui a lieu pendant la période de construction socialiste, c'est-à-dire pendant la période révolutionnaire de transition du capitalisme au communisme développé, est qualitativement supérieur à tout précédent, puisque les relations communistes, n'étant pas de nature exploitante, ne peuvent pas être formées dans le cadre du capitalisme. Une lutte du nouveau contre les vestiges de l'ancien a lieu dans toutes les sphères de la vie sociale. C'est une lutte pour la transformation radicale de tous les relations économiques et, par conséquent, de tous les relations sociaux, en relations communistes.

Durant cette longue transition de la société capitaliste à la société communiste développée, la politique menée par le pouvoir ouvrier révolutionnaire, avec le Parti communiste comme force directrice, se donne comme priorité de façonner, élargir et approfondir les nouvelles relations sociales jusqu'à leur domination complète et irréversible; et cela ne se fait pas de manière volontariste, mais sur la base des lois du mode de production communiste.

Il s'agit d'une lutte continue pour l'éradication de toute forme de propriété de groupe et individuelle sur les moyens et les produits de production et de la conscience petite-bourgeoise qui a des racines historiques profondes. C'est

une lutte pour la formation d'une conscience et d'une attitude communistes envers le travail social direct.

L'accumulation socialiste qui sera réalisée conduira à un niveau de prospérité sans précédent. Cette prospérité permettra l'extension progressive de nouvelles relations dans la partie de forces productives qui auparavant n'était pas assez mûre pour être incluse dans la production sociale directe. Les conditions matérielles nécessaires pour abolir les différences qui subsistent dans la distribution du produit social aux travailleurs de la production sociale directe seront sans cesse élargies; la durée du travail obligatoire sera constamment réduite; il y aura un développement éducatif et culturel constant, ainsi qu'une expertise technologique et scientifique de plus en plus accrue; les préjugés religieux, les conceptions réactionnaires et anachroniques en matière de morale et de comportement social ainsi que sur les relations entre les deux sexes seront éradiqués.

Conformément à loi sociale universelle selon laquelle les rapports de production correspondent au niveau de développement des forces productives, chaque niveau historiquement nouveau de développement de ces dernières, atteint par la construction socialiste, nécessite à son tour une "révolution" plus poussée dans les rapports de production et dans toutes les relations économiques; une révolution qui conduira à la transformation complète de ces relations en relations communistes, à travers une politique révolutionnaire.

Le développement du mode de production communiste dans sa première étape, c'est-à-dire socialiste, est un processus qui vise à éliminer la distribution du produit social sous forme monétaire. La production communiste – même à son stade immature – est donc une production directement sociale.

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA CONSTITUTION DU POUVOIR SOCIALISTE

Le pouvoir socialiste est le pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat. Le pouvoir de la classe ouvrière remplace toutes les institutions bourgeoises, brisées par l'activité révolutionnaire, par de nouvelles institutions qui sont créées par le peuple.

Le pouvoir révolutionnaire ouvrier requiert un haut niveau d'organisation avec tous les moyens disponibles. Il requiert le contrôle ouvrier sur la manière dont s'exerce la gestion des unités industrielles, en premier lieu dans les branches d'importance stratégique, afin que le travail créatif, économique, social et culturel du pouvoir ouvrier puisse se développer dans toutes les conditions,

que ce soit en période de guerre possible ou pendant la période relativement plus pacifique de la construction socialiste. L'objectif est que la majorité ouvrière et populaire l'emporte contre la résistance organisée, intérieure et extérieure, du capital, qui se livrera à une action contre-révolutionnaire après la perte de son pouvoir.

Cela présuppose de la préparation et de la capacité pour qu'il y ait une mobilisation la plus rapide possible des moyens de production socialisés ainsi que de l'ensemble de la main-d'œuvre à travers la Planification Centrale, afin de compenser très rapidement les pertes de la période de crise nationale qui aura précédé, les pertes dues à la résistance des capitalistes, mais aussi des couches intermédiaires supérieures, les pertes dues au blocus économique extérieur, aux interventions et guerres impérialistes, etc.

Les principes fondamentaux du pouvoir révolutionnaire ouvrier découlent de la position objective de la classe ouvrière dans le processus de production socialisé; cependant, la classe ouvrière n'a pas atteint une conscience unifiée de son rôle social.

Les principes fondamentaux du nouveau pouvoir sont en contraste frappant avec l'ancien pouvoir bourgeois parce que le travail socialisé rend obsolète la propriété privée des moyens de production.

Les formes que le pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière utilise pour la répression de l'activité contre-révolutionnaire, ainsi que son ampleur, dépendent de la position des organisations politiques et sociales envers les deux forces en conflit, la classe ouvrière et la classe capitaliste.

L'ORGANISATION DU NOUVEAU POUVOIR INCOMBE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS SON ENSEMBLE. LA PARTICIPATION DES AUTRES FORCES SOCIALES

L'État socialiste en tant qu'organe de la lutte de classe qui se poursuit sous d'autres formes et dans des conditions nouvelles, n'a pas seulement une fonction organisationnelle défensive-répressive. Il a aussi une fonction créative, économique, culturelle, éducative sous la direction du Parti Communiste. Il exprime une forme supérieure de démocratie dont la caractéristique principale est la participation active de la classe ouvrière et en général du peuple à la formation de la société socialiste, à la résolution des vieilles contradictions et des inégalités sociales, au contrôle de la direction des unités de production, des services sociaux et administratifs de tous les organes du pouvoir de bas en haut. La critique des décisions et des pratiques qui entravent la construction socialiste, la dénonciation sans obstacle des actes arbitraires subjectifs et du comportement bureaucratique des

fonctionnaires, et d'autres phénomènes négatifs et déviations des principes socialistes-communistes sont assurées.

Le socle du pouvoir ouvrier est l'obligation de travailler pour toutes les personnes capables de travailler –à l'âge fixé par la loi- et d'exercer ses droits et obligations envers les organes du pouvoir à travers son travail. En même temps, les organes du pouvoir eux-mêmes et l'État ouvrier dans son ensemble garantissent un travail pour chaque personne, qui correspond à sa spécialisation ou à sa re-spécialisation quel que soit son niveau d'éducation et son héritage linguistique, culturel et religieux.

Le fondement du pouvoir ouvrier c'est l'unité de production, le service social, l'unité administrative, la coopérative de production.

L'Assemblée générale des travailleurs est l'organe de base sur lequel reposent la démocratie directe et indirecte du travail, le principe du contrôle ouvrier, le principe de responsabilité et le principe de révocabilité.

Le droit de vote dans le cadre du pouvoir socialiste signifie que le travailleur peut élire et être élu à tous les organes du pouvoir, qu'il peut également contrôler et révoquer des conseillers et des représentants; ce droit ne peut être privé qu'en conséquence de l'application du droit pénal et disciplinaire.

Le pouvoir ouvrier vise le plein emploi pour toutes les femmes capables de travailler et qui n'ont pas atteint l'âge de la retraite. Pour les femmes qui n'ont jamais travaillé et qui sont proches de la retraite l'exercice de leur droit de vote est assuré.

Il en va de même pour les étudiants adultes inactifs: ils exercent leur droit de vote à travers l'unité pédagogique où ils étudient et dont le corps électoral est composé de ses travailleurs et de ses étudiants.

Les retraités participent à travers les procédures de leur dernier lieu de travail.

Les membres de la population ayant des besoins spéciaux exercent leurs droits soit en tant que retraités, soit à travers leur travail où ils sont intégrés dans des conditions favorables ou par le biais d'unités d'éducation et de production spéciales.

Pour les sections de la population qui parlent une langue différente, le pouvoir socialiste assure la préservation de leur langue et de leurs traditions culturelles, la connaissance de leurs racines historiques au moyen d'un programme spécial intégré dans le système culturel et éducatif unifié. Il abolit les quartiers séparés et prend des mesures spéciales pour que ces populations soient représentées dans les instances supérieures de l'Etat socialiste.

Le pouvoir ouvrier exprime l'alliance de la classe ouvrière avec les travailleurs indépendants individuels et les agriculteurs qui participent aux coopératives, permettant leur représentation distincte à travers leurs Conseils pour lesquels votent également les retraités de ces catégories. Ces conseils ont un caractère transitoire car ils expriment une forme transitoire de propriété avec la perspective de l'intégration de ces couches dans la production sociale directe.

Le caractère ouvrier du pouvoir est assuré par la composition des instances régionales et centrales, dans lesquelles sont représentés les travailleurs indépendants et les agriculteurs coopératifs.

QUELQUES LIGNES DIRECTRICES POUR LA MISE EN PLACE DES ORGANES DE POUVOIR

La structure des organes de pouvoir comprend:

Le Conseil Ouvrier, le Conseil Régional et l'Organe Suprême du Pouvoir Ouvrier.

L'Organe Suprême du Pouvoir Ouvrier est responsable de la Planification Centrale, du travail créatif dans l'économie et dans toutes les relations sociales, du sauvegarde de la construction socialiste, des relations interétatiques. Il concentre tous les pouvoirs de l'État, exécutif, législatif et judiciaire, chacun d'entre eux ayant les structures d'organisation et de supervision correspondantes.

Un organe de l'État qui a une importance particulière est l'Administration Supérieure de la Planification Centrale qui comprend des comités pour des questions spéciales, par ex. les besoins particuliers des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, etc.

Tous les organes sont régis par le principe du centralisme démocratique qui assure le caractère unifié de la Planification Centrale et la spécialisation dans sa mise en œuvre.

Le temps de travail des membres des organes est réglé sur leur lieu de travail pour la période déterminée de leur mandat et selon leurs obligations au sein des organes. Il est interdit par la loi de leur accorder un quelconque privilège financier. Il en va de même pour les directeurs des unités administratives et des services sociaux.

La Direction de l'unité de production, du service social ou de l'unité administrative comprend de nombreuses personnes et participe au Conseil

Ouvrier. La question du contrôle et de la révocation de la direction peut être posée par toutes les institutions et organes concernés.

La nomination d'un directeur financier et d'un responsable de production –au moins pour les unités de taille considérable- est une question liée à la répartition de la main-d'œuvre spécialisée qui est traitée par la Planification Centrale. Les organes du pouvoir ont l'obligation de créer les conditions préalables à la gestion des unités par son personnel.

Le sauvegarde de la révolution, la Justice populaire ainsi que les instances de contrôle, sont organisés hiérarchiquement aux trois niveaux des organes du pouvoir (Unité de travail productif, Régional, National).

Des représentants des travailleurs ainsi que du personnel spécialisé participent à tous les organes spéciaux (judiciaires, organes de contrôle et de protection).

A la place de l'Armée bourgeoise et des corps de répression, complètement dissous, de nouvelles institutions de pouvoir socialiste sont créées afin de mener à bien la lutte révolutionnaire pour écraser la résistance des exploiters et défendre la Révolution. De nouveaux cadres dirigeants apparaissent, instruits aux principes du nouveau pouvoir, et recrutés parmi les jeunes issus de milieux populaires. L'expérience positive tirée de la construction socialiste, où les tâches de sauvegarde des acquis révolutionnaires n'étaient pas remplies uniquement par des corps spéciaux et permanents d'officiers mais aussi par des comités de travailleurs sera mise en valeur.

La Constitution Ouvrière Révolutionnaire et la législation respective forment le nouvel Droit qui correspond aux nouvelles relations économiques.

Le pouvoir ouvrier utilise tous les nouveaux moyens techniques pour acquérir une défense efficace contre l'impérialisme international ainsi que pour atteindre une augmentation constante de la productivité, la réduction du temps de travail, l'augmentation de la capacité d'organiser et de contrôler la production, l'abolition du travail administratif inutile.

LA RELATION DU KKE AVEC LE POUVOIR OUVRIER

Le KKE, en tant que l'avant-garde idéologico-politique organisée de la classe ouvrière, est la force directrice du pouvoir ouvrier révolutionnaire, de la dictature du prolétariat. Il justifie son rôle de direction révolutionnaire en exprimant dans la pratique les intérêts généraux de la classe ouvrière et les lois de la construction socialiste-communiste. La classe ouvrière, même révolutionnaire, n'a pas encore une conscience communiste unifiée, une

attitude communiste envers le travail social direct, la propriété sociale, elle n'a pas surmonté la différenciation entre ses sections, telles qu'elles se développent dans le capitalisme. Les membres et les cadres du KKE, ainsi que la Jeunesse Communiste participent à toutes les formes d'organisation de la société et exercent leur rôle de dirigeants idéologiques et politiques, avec abnégation, altruisme, sans recevoir aucun privilège financier ou autre.

Les membres de la Jeunesse du KKE, de la KNE, interviennent dans les établissements scolaires et universitaires sous la direction politique des organes et des forces du Parti, par exemple dans l'éducation, dans l'armée ouvrière, dans les groupes de protection de la révolution, etc.

Le rôle des membres et des cadres du KKE est constamment jugé et confirmé ou infirmé dans la pratique. Cela les oblige à atteindre un niveau plus élevé de connaissances théoriques, scientifiques et techniques afin de contribuer à la maturation idéologique et politique de la classe ouvrière pour son nouveau rôle en tant que force dirigeante de la construction du socialisme-communisme.

Le KKE est la force politique qui introduit dans toutes les institutions du pouvoir ouvrier la capacité de prévision scientifique et d'action planifiée; il y introduit également un plan politique qui prévoit la formation de la base économique socialiste, qui promeut de nouveaux rapports socialistes au niveaux de la production et de la distribution, et plus généralement de toutes les nouvelles relations socialistes - communistes qui traversent tous les niveaux d'organisation de la société, de l'éducation, de la culture, des relations de genre, l'élimination de l'influence à long terme des doctrines métaphysiques.

Le Parti à travers ses membres dans chaque domaine - et respectivement la KNE dans le domaine de l'éducation - exprime son avis sur toute question (par exemple les candidatures aux organes, la planification, les rapports d'action, etc).

La reconnaissance et l'accomplissement du rôle directeur du Parti dépendent de la constitution révolutionnaire de celui-ci idéologique, politique et organisationnelle, et il est constamment jugé dans la pratique. La relation dialectique entre la théorie révolutionnaire est constamment mise à l'épreuve et acte révolutionnaire. Cette relation implique:

- Que le Parti est véritablement attaché à l'idéologie communiste révolutionnaire, au marxisme-léninisme, dont il tire la capacité d'interpréter les nouveaux phénomènes et de guider la lutte des classes, en ayant comme boussole la nécessité de développer et de consolider le socialisme comme stade inférieur du communisme, de remporter la victoire décisive de la propriété

sociale sur toutes les formes de propriété privée ainsi que d'amener à la victoire définitive du communisme.

- Qu'en termes d'origine de classe des membres et des dirigeants du Parti, c'est la classe ouvrière qui est majoritaire à toute son échelle. Surtout dans des conditions d'une éventuelle stabilisation relative du pouvoir révolutionnaire, l'augmentation du nombre des militants du Parti ainsi que son rajeunissement ne devraient pas conduire au renversement de la présence majoritaire des travailleurs venant des secteurs productifs de l'industrie.
- Que la présence majoritaire des travailleurs dans la composition du Parti doit être combinée avec la responsabilité collective envers deux tâches: que tous ses membres aient un niveau d'éducation marxiste élevé et que tous ses membres puissent protéger le Parti (et en particulier ses organes supérieurs) de l'infiltration des idéologies bourgeoises, des tendances révisionnistes et des choix opportunistes
- Que le Parti est capable de créer et d'éduquer des scientifiques communistes, se trouvant ainsi à l'avant-garde du développement de la recherche, de l'acquisition de nouvelles connaissances, ainsi que de la vaste utilisation de ses résultats pour la victoire irréversible du communisme. Le Parti devrait avoir des organes de direction capables de garantir l'unité entre la conscience de classe d'un côté et l'esprit scientifique de l'autre, chose qui est une condition préalable pour que le Parti puisse jouer son rôle d'avant-garde révolutionnaire.
- Que le Parti est capable d'élargir et de renouveler ses liens révolutionnaires avec la classe ouvrière, c'est-à-dire avec la classe qui crée la richesse sociale. Il y parvient dans des conditions nouvelles, dans de nouveaux tournants de la lutte des classes, dans chaque changement - positif ou négatif de la corrélation des forces au niveau national et international, avec adhésion inébranlable à la cause de l'élimination définitive de l'individu et de la coopérative propriété des moyens de production. Grâce à l'attitude d'avant garde de ses membres et de ses dirigeants, le Parti contribue concrètement au développement d'une attitude communiste au travail.

Le KKE vient de très loin et va très loin, car «la cause du prolétariat, le communisme, est la plus universellement humaine, la plus profonde, la plus vaste».

11-14 AVRIL2013

19ème CONGRÈS DU KKE